CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

SESSION ORDINAIRE DE 1957-1958

Annexe au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1957.

PROJET DE LOI

de finances pour 1958.

ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE
APRÈS DÉCLARATION D'URGENCE

TRANSMIS PAR

M. LE PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

A

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

(Renvoyé à la Commission des Finances.)

Paris, le 19 décembre 1957.

Monsieur le Président,

Dans sa séance du 19 décembre 1957, l'Assemblée Nationale a adopté, en première lecture, selon la procédure d'urgence, un projet de loi de finances pour 1958.

Voir les numéros :

Assemblée Nationale (3^e législ.) : 6107, 6153, 6169 et in-8° 937.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir le Conseil de la République.

L'Assemblée Nationale a pris acte de ce que le Conseil de la République dispose, pour sa première lecture, d'un délai maximum de six jours francs de session à compter du dépôt de ce projet de loi sur son Bureau.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président de l'Assemblée Nationale,

Signé : ANDRÉ LE TROQUER

L'Assemblée Nationale a adopté en première lecture, après déclaration d'urgence, le projet de loi dont la teneur suit :

PROJET DE LOI

PREMIÈRE PARTIE

Conditions générales de l'équilibre financier.

TITRE PREMIER

Dispositions relatives aux recettes.

A. — IMPÔTS ET REVENUS AUTORISÉS

Article premier.

I. — La perception des impôts directs et indirects et des produits et revenus publics continuera à être opérée, pour l'année 1958, conformément aux lois et décrets en vigueur.

Continuera d'être faite pour l'année 1958 la perception, conformément aux lois et décrets existants, des divers produits et revenus affectés aux dépenses du titre VIII « Dépenses effectuées sur ressources affectées » des budgets civils, aux budgets annexes et aux comptes spéciaux du Trésor.

Jusqu'à la promulgation de la deuxième partie de la loi de finances, les taxes parafiscales continueront à être perçues et affectées selon les modalités prévues pour 1957. Les dispositions prévues au paragraphe III de l'article 89 de la loi n° 56-780 du 4 août 1956 sont prorogées jusqu'à la même date. A compter de cette promulgation, sera seule autorisée la perception des taxes figurant au nouvel état annexé à la loi de finances pour 1958.

Continuera également à être faite pendant l'année 1958 la perception, conformément aux lois et décrets existants, des divers droits, produits et revenus affectés aux départements, aux communes, aux établissements publics et aux communautés d'habitants dûment autorisés.

II. — Toutes contributions directes ou indirectes, autres que celles qui sont autorisées par les lois, ordonnances et décrets en vigueur et par la présente loi, à quelque titre et sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites,

à peine contre les employés qui confectionneraient les rôles et tarifs et ceux qui en poursuivraient le recouvrement d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition, pendant trois années, contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui en auraient fait la perception.

Sont également punissables des peines prévues à l'égard des concussionnaires tous détenteurs de l'autorité publique qui, sous une forme quelconque, et pour quelque motif que ce soit, auront, sans autorisation de la loi, accordé des exonérations ou franchises de droit, impôt ou taxe publique, ou auront effectué gratuitement la délivrance de produits des établissements de l'Etat. Ces dispositions sont applicables aux personnels d'autorité des entreprises nationales qui auraient effectué gratuitement, sans autorisation légale ou réglementaire, la délivrance de produits ou services de ces entreprises.

Art. 2.

Les dispositions du décret du 13 décembre 1957, relatif à l'adaptation du régime fiscal des stocks, pris pour l'application de l'article 1^{er} 1-b 5° A de la loi n° 57-716 du 26 juin 1957 portant assainissement économique et financier, sont confirmées.

Art. 3.

Il est institué, à compter du 1^{er} janvier 1958, à la charge des employeurs qui sont soumis au versement forfaitaire prévu par l'article 231 du Code général des impôts et dont les établissements sont situés dans la première zone de la région parisienne, une contribution mensuelle de 600 francs pour chaque salarié occupé dans lesdits établissements.

Cette contribution devra être versée dans les mêmes conditions et délais et sous les mêmes sanctions que le versement forfaitaire de 5 % sur les traitements et salaires prévu par l'article 231 du Code général des impôts.

Le produit de cette contribution et celui des amendes fiscales auxquelles elle peut donner lieu pourront, en 1958, être rattachés au budget général selon la procédure des fonds de concours.

L'intégralité des sommes provenant de la contribution prévue au présent article sera affectée à la couverture du déficit des transports en commun de la région parisienne.

Un décret fixera les modalités particulières d'application du présent article.

B. — ÉVALUATIONS DES VOIES ET MOYENS

Art. 4.

Les produits et revenus applicables au budget général de 1958 sont évalués à la somme de 4.820,7 milliards de francs. Cette évaluation correspond :

— à concurrence de 4.695,8 milliards de francs, aux produits attendus des ressources ordinaires et extraordinaires, conformément au développement qui en est donné par l'état A annexé à la présente loi ;

— à concurrence de 124,9 milliards de francs, aux recettes affectées à la couverture des dépenses du titre VIII, conformément au développement qui en est donné par l'état B annexé à la présente loi.

C. — ÉVALUATIONS DES RESSOURCES DE TRÉSORERIE

Art. 5.

Les charges résultant de l'excédent de l'ensemble des dépenses sur les recettes prévues par la présente loi, soit un montant évalué à 599,5 milliards de francs, seront couvertes à l'aide des ressources d'emprunts et de trésorerie.

Art. 6.

I. — A compter du 1^{er} janvier 1958, les taux annuels de la redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs de radio-diffusion et de télévision, détenus à titre personnel et privé, sont, quelles que soient les caractéristiques des appareils, fixés comme suit :

1^{re} catégorie : appareils récepteurs de radiodiffusion, 2.000 francs par appareil ;

2^e catégorie : appareils récepteurs de télévision, 6.000 francs par appareil.

II. — L'assiette, le contrôle de l'assiette et les modalités de recouvrement de la redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs de radiodiffusion et de télévision sont fixés par décret du ministre intéressé et du ministre chargé du budget ; ce texte pourra, notamment, réduire le taux des pénalités et simplifier la procédure applicable en matière de redevance.

TITRE II

Dispositions relatives aux dépenses.

A. — CHARGES BUDGÉTAIRES

Art. 7.

§ 1^{er}. — Aux chiffres de 18.000 francs et 12.000 francs figurant dans l'article 544 du Code de la sécurité sociale sont substitués respectivement les chiffres de 19.000 francs et 18.000 francs.

§ 2. — Le dernier alinéa de l'article 534 du Code de la sécurité sociale est abrogé.

§ 3. — Aux chiffres de 934 francs et 1.437 francs figurant dans l'article 532 du Code de la sécurité sociale sont substitués respectivement les chiffres de 981 francs et 1.509 francs.

§ 3 bis. — Les prestations familiales servies dans les départements d'outre-mer seront augmentées dans les mêmes proportions.

§ 4. — Les dispositions du présent article ont effet à compter du 1^{er} janvier 1958.

Art. 8.

I. — Compte tenu des crédits applicables aux services votés dont le montant s'élève à la somme de 4.389,6 milliards de francs, les plafonds de crédits applicables au budget général pour 1958 s'élèvent à la somme totale de 4.812,3 milliards de francs.

Ces plafonds de crédits s'appliquent :

— pour 2.804,7 milliards de francs, aux dépenses ordinaires civiles ;

— pour 681,9 milliards de francs, aux dépenses civiles en capital ;

— pour 854,6 milliards de francs, aux dépenses ordinaires militaires ;

— pour 471,1 milliards de francs, aux dépenses militaires en capital.

II. — Les plafonds de crédits applicables aux services votés au titre des services civils en 1958 pour les dépenses effectuées sur ressources affectées s'élèvent à la somme de 124,9 milliards de francs.

III. — La répartition par titres des crédits qui seront ouverts au Ministre du Sahara dans la limite des plafonds prévus au présent article pourra être modifiée par décrets pris sur la proposition du Ministre chargé des Finances, des Affaires économiques et du Plan et du Ministre du Sahara.

Ces décrets qui seront communiqués aux Commissions des Finances de l'Assemblée Nationale et du Conseil de la République pourront également prévoir les transferts et les créations d'emplois nécessaires au fonctionnement du Ministère du Sahara.

B. — CHARGES DE TRÉSORERIE

Art. 9.

La charge maximale entraînée par la gestion des comptes spéciaux du Trésor en 1958 est fixée à 483 milliards de francs.

TITRE III

Dispositions relatives au Trésor.

Art. 10.

Le Ministre chargé des Finances, des Affaires économiques et du Plan est autorisé à procéder, en 1958, dans les conditions fixées par décret:

1° A des opérations facultatives de conversion de la dette publique et de renouvellement ou de consolidation de la dette flottante, ainsi que de la dette à échéance massive du Trésor;

2° A des émissions de rentes perpétuelles et de titres à long, moyen et court terme pour couvrir l'ensemble des charges de la trésorerie.

Art. 11.

Le Ministre chargé des Finances, des Affaires économiques et du Plan est autorisé à conclure avec le président du conseil d'administration de la caisse autonome d'amortissement la convention dont le texte est donné en annexe à la présente loi.

Art. 12.

Afin de faciliter la consolidation et la mobilisation des crédits à moyen terme, notamment de ceux consentis dans le cadre de la loi du 21 juillet 1950, il est institué une caisse dotée de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

Cette caisse est autorisée à émettre, sous sa responsabilité, des emprunts à moyen et à long terme. Elle peut recevoir également tout ou partie de la contre-valeur des emprunts extérieurs qui pourront être contractés par le Trésor.

Des décrets contresignés par le Ministre chargé des Finances, des Affaires économiques et du Plan, détermineront les modalités d'organisation et de fonctionnement de cette caisse. Ces décrets pourront lui transférer les dotations inscrites au budget général ou dans des comptes spéciaux du Trésor et affectées à la consolidation de crédits à moyen terme, ainsi que les intérêts et les remboursements de prêts consentis antérieurement par le Trésor pour le même objet.

TITRE IV

Equilibre financier.

Art. 13.

Le Gouvernement adressera au Parlement, avant le 28 février 1958, un rapport qui dressera le tableau d'ensemble des perspectives économiques et financières pour l'année 1958 et fournira un premier compte rendu des résultats de l'année 1957 ainsi qu'une prévision des recettes et des dépenses publiques pour le premier semestre de l'année 1958.

De la même manière, un rapport sera fait avant le 30 juin et avant le 31 octobre 1958 sur les résultats des mois écoulés et des perspectives pour la fin de l'année.

Si l'un de ces rapports faisait apparaître une évolution des finances publiques susceptible de provoquer un dépassement du chiffre de 600 milliards de francs prévu à l'article unique de la loi n° 57-1263 du 13 décembre 1957, le Gouvernement prendrait des mesures pour remédier à cette situation et soumettrait au Parlement, en tant que de besoin, toutes propositions utiles.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 19 décembre 1957.

Le Président,

Signé : ANDRÉ LE TROQUER

ÉTATS ANNEXÉS

ETAT A

(Article 4 du projet de loi.)

Tableau des voies et moyens applicables au budget général de 1958.

NUMEROS de la ligne.	DESIGNATION DES RECETTES	EVALUATIONS pour 1958.
		milliers de francs.
	I. — IMPOTS ET MONOPOLES	
	1° PRODUITS DES CONTRIBUTIONS DIRECTES	
1	Contributions directes perçues par voie d'émission de rôles	686.000.000
2	Impôts sur les sociétés.....	372.000.000
3	Versement forfaitaire sur les traitements, salaires, pensions et rentes viagères; taxe proportionnelle sur les traitements, salaires, pensions et rentes viagères perçue par voie de retenue à la source.....	357.700.000
4	Versement forfaitaire sur certaines recettes non commerciales et taxe proportionnelle sur les bénéfices non commerciaux perçue par voie de retenue à la source	8.500.000
5	Taxe proportionnelle sur les revenus des valeurs mobilières	68.000.000
6	Taxe exceptionnelle sur les réserves des sociétés (loi du 2 août 1956).....	7.000.000
7	Taxe exceptionnelle sur les réserves des sociétés.....	27.000.000
»	Taxation des décotes et dotations sur stocks.....	25.000.000
»	Exclusion de certaines dépenses somptuaires des frais généraux des entreprises.....	3.000.000
	Total.....	<u>1.554.200.000</u>
	2° PRODUITS DE L'ENREGISTREMENT	
8	Mutations à titre onéreux	Créances, rentes prix d'offices... Fonds de commerce
9		
10	Mutations.	Meubles } Meubles corporels.
11		
12	Mutations à titre gratuit	Immeubles et droits immobiliers
13		
14	Taxe à la première mutation.....	Entre vifs (donations)..... Par décès.....
15		
16	Autres conventions et actes civils, administratifs et de l'état civil.....	Taxe spéciale sur les biens transmis
17		
18	Hypothèques	Actes judiciaires et extrajudiciaires.....
		10.000.000
		1.600.000
		23.000.000
		4.000.000
		6.800.000

ETAT A. (Suite.)

Suite du Tableau des voies et moyens applicables au budget général de 1958.

NUMEROS de la ligne.	DESIGNATION DES RECETTES	EVALUATIONS pour 1958.
		milliers de francs.
	I. — IMPOTS ET MONOPOLES (Suite).	
	2° PRODUITS DE L'ENREGISTREMENT. (Suite et fin.)	
19	Taxe spéciale sur les conventions d'assurances.....	38.000.000
20	Pénalités (droits et demi-droits en sus, amendes)....	1.300.000
21	Recettes diverses.....	900.000
	Total.....	181.000.000
	3° PRODUITS DU TIMBRE	
22	Timbre unique.....	26.000.000
23	Actes et écrits assujettis au timbre de dimension....	5.000.000
24	Contrats de capitalisation et d'épargne.....	750.000
25	Contrats de transports.....	3.100.000
26	Permis de conduire et récépissés de mise en circula- tion des automobiles.....	15.000.000
27	Taxe différentielle sur les véhicules à moteur.....	35.500.000
28	Permis de chasse.....	1.450.000
29	Rachat du droit de timbre des valeurs mobilières....	Mémoire.
30	Pénalités (amendes de contraventions).....	20.000
31	Recettes diverses.....	1.380.000
	Total.....	88.200.000
	4° PRODUITS DE L'IMPOT SUR LES OPERATIONS DE BOURSE	
32	Impôt sur les opérations traitées dans les bourses de valeurs et pénalités.....	15.000.000
33	Impôt sur les opérations traitées dans les bourses de commerce	Mémoire.
	Total.....	15.000.000
	5° PRODUITS DE L'IMPOT DE SOLIDARITE NATIONALE	
34	Impôt de solidarité nationale.....	300.000

Suite du Tableau des voies et moyens applicables au budget général de 1958.

NUMEROS de la ligne.	DESIGNATION DES RECETTES	EVALUATIONS pour 1958.
		milliers de francs.
	I. — IMPOTS ET MONOPOLES (Suite).	
	6° PRODUITS DES DOUANES	
35	Droits d'importation	624.200.000
36	Droits de navigation.....	3.300.000
37	Taxe spéciale temporaire de compensation.....	Mémoire.
38	Autres droits et recettes accessoires.....	9.200.000
39	Amendes et confiscations.....	600.000
	Total	<u>637.300.000</u>
	7° PRODUITS DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES	
	Droits sur les boissons :	
40	Vins, cidres, poirés et hydromels.....	5.020.000
41	Droits sur les alcools.....	48.000.000
42	Surtaxe sur les apéritifs.....	9.500.000
43	Taxe sur les vélocipèdes.....	920.000
44	Taxe à la mouture et taxe additionnelle à la taxe à la mouture	130.000
	Droits divers et recettes à différents titres :	
45	Garantie des matières d'or et d'argent.....	1.600.000
46	Amendes, confiscations et droits sur acquits non rentrés	380.000
47	Autres droits et recettes à différents titres.....	10.000.000
	Total	<u>75.550.000</u>
	8° PRODUITS DES TAXES SUR LES TRANSPORTS DE MARCHANDISES	
48	Taxes sur les transports routiers.....	15.000.000
49	Taxes sur les transports fluviaux.....	500.000
	Total	<u>15.500.000</u>

ETAT A. (Suite.)

Suite du Tableau des voies et moyens applicables au budget général de 1958.

NUMEROS de la ligne.	DESIGNATION DES RECETTES	EVALUATIONS pour 1958. milliers de francs.
	I. — IMPOTS ET MONOPOLES (Suite et fin).	
	9° PRODUITS DES TAXES SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES	
50	Taxe sur la valeur ajoutée et taxe sur les prestations de service.....	1.547.000.000
	10° PRODUITS DES TAXES UNIQUES	
51	Taxe unique sur les vins.....	27.400.000
52	Taxe unique sur les cidres, poirés et hydromels.....	875.000
53	Taxe de circulation sur les viandes.....	57.375.000
54	Taxe unique forfaitaire sur le café et sur le thé.....	22.500.000
	Total	108.150.000
	11° PRODUITS DU MONOPOLE DES POUDRES A FEU	
	Monopole des poudres à feu :	
55	Récupération de frais pour les poudres à feu vendues par l'administration des contributions indirectes....	350.000
56	Impôt sur les poudres de chasse	500.000
57	Impôt sur les poudres de mines.....	500.000
	Total	1.350.000
	RECAPITULATION DE LA PARTIE I.	
	1° Produits des contributions directes et taxes assimilées	1.554.200.000
	2° Produits de l'enregistrement.....	181.000.000
	3° Produits du timbre.....	88.200.000
	4° Produits de l'impôt sur les opérations de bourse..	15.000.000
	5° Produits de l'impôt de solidarité nationale.....	300.000
	6° Produits des douanes.....	637.300.000
	7° Produits des contributions indirectes.....	75.550.000
	8° Produits des taxes sur les transports de marchandises	15.500.000
	9° Produits des taxes sur le chiffre d'affaires.....	1.547.000.000
	10° Produits des taxes uniques.....	108.150.000
	11° Produits du monopole des poudres à feu.....	1.350.000
	Total	2.669.350.000
	Total pour la partie I.....	4.223.550.000

Suite du Tableau des voies et moyens applicables au budget général de 1958.

NUMEROS de la ligne.	DESIGNATION DES RECETTES	EVALUATIONS pour 1958. milliers de francs.
II. — EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES		
58	Reversement par la Caisse autonome d'amortissement du produit net de l'exploitation du service des allumettes	6.000.000
59	Versement au budget général de l'excédent net des ressources affectées de la Caisse autonome d'amortissement sur les charges de cet établissement.....	54.000.000
60	Bénéfice résultant de la frappe des monnaies et excédent des recettes sur les dépenses de la fabrication des médailles.....	3.500.000
61	Excédent des recettes sur les dépenses de l'Imprimerie nationale	317.199
62	Produit brut de l'exploitation des manufactures nationales des Gobelins et de Sèvres.....	Mémoire.
63	Bénéfices nets de l'exploitation des postes, télégraphes et téléphones affectés aux recettes du budget général.	Mémoire.
64	Produits brut de l'exploitation en régie des journaux officiels	1.015.000
65	Produit net de l'exploitation des mines de potasse d'Alsace	Mémoire.
66	Produit brut du service des eaux de Versailles et de Marly	310.000
67	Produits à provenir de l'exploitation du service des essences	Mémoire.
68	Produits à provenir de l'exploitation du service des poudres	Mémoire.
69	Produits à provenir de l'exploitation du service des constructions aéronautiques.....	Mémoire.
70	Produits à provenir de l'exploitation du service des constructions et armes navales.....	Mémoire.
71	Produits à provenir de l'exploitation du service des fabrications d'armement.....	Mémoire.
72	Bénéfices nets d'entreprises nationalisées.....	6.500.000
Total pour la partie II.....		71.642.199

ETAT A. (Suite.)

Suite du Tableau des voies et moyens applicables au budget général de 1958.

NUMEROS de la ligne.	DESIGNATION DES RECETTES	EVALUATIONS pour 1958.
		milliers de francs.
	III. — PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ETAT	
73	Produits et revenus du domaine encaissés par les inspecteurs des domaines.....	6.950.000
74	Produits de la liquidation de biens ayant appartenu à des Etats ou des ressortissants ennemis et attribués à l'Etat français.....	500.000
75	Produits de la liquidation des biens italiens en Tunisie	150.000
76	Part revenant au budget sur le produit net de la liquidation des surplus.....	200.000
77	Produits et revenus de titres ou valeurs appartenant à l'Etat du chef de ses participations financières.....	4.500.000
78	Produits des forêts encaissés par les trésoriers-payeurs généraux. — Coupes de bois et exploitations accidentelles vendues en bloc sur pied avec précomptage sur la possibilité; bois de chauffage fourni au service forestier.....	8.000.000
79	Produits des forêts encaissés par les inspecteurs des domaines. — Chasse, menus produits, etc.	4.000.000
80	Produits de la liquidation de biens du domaine militaire de l'Etat.....	20.000.000
	Total pour la partie III.....	<u>44.300.000</u>
	IV. — PRODUITS DIVERS	
	AFFAIRES ÉTRANGÈRES	
1	Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	1.300.000
2	Contribution aux dépenses militaires de la métropole.	Mémoire.
	AGRICULTURE	
3	Droits de visite et d'inspection du bétail et des viandes	100.000
4	Contribution des départements, communes et établissements publics aux frais de garderie et administration des forêts soumises au régime forestier.....	750.000

Suite du Tableau des voies et moyens applicables au budget général de 1958.

NUMEROS de la ligne.	DESIGNATION DES RECETTES	EVALUATIONS pour 1958.
		milliers de francs.
	IV. — PRODUITS DIVERS (Suite).	
	AGRICULTURE (Suite et fin).	
5	Recettes à provenir de l'application de l'ordonnance du 2 novembre 1945 organisant la protection des végétaux	1.400.000
6	Frais d'adjudication des produits en bois encaissés tant par les trésoriers-payeurs généraux que par les receveurs des domaines.....	190.000
7	Prélèvement sur le produit de la taxe forestière instituée par la loi du 6 février 1953.....	Mémoire.
8	Remboursement par la Caisse nationale de crédit agricole et par l'Office national interprofessionnel des céréales des dépenses mises à leur charge par le décret-loi du 17 juin 1938.....	86.000
9	Remboursement des avances consenties par l'Etat pour les dépenses de fonctionnement des corps de sapeurs-pompiers forestiers et pour les acquisitions immobilières dans les landes de Gascogne.....	Mémoire.
10	Recettes provenant de la liquidation du compte spécial « Acquisition et rétrocession des éléments essentiels du capital d'exploitation des agriculteurs éprouvés par les événements de guerre » (ordonnance n° 45-872 du 24 avril 1945).....	Mémoire.
	DÉFENSE NATIONALE	
11	Recettes des transports aériens par moyens militaires.	62.000
	ÉDUCATION NATIONALE	
12	Redevances collégiales.....	140.000
13	Droit de vérification des alcoomètres, densimètres et thermomètres médicaux.....	80.000

ETAT A. (Suite.)

Suite du Tableau des voies et moyens applicables au budget général de 1958.

NUMEROS de la ligne.	DESIGNATION DES RECETTES	EVALUATIONS pour 1958. milliers de francs.
	IV. — PRODUITS DIVERS (Suite).	
	FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	I. — Finances.	
14	Participation des communes pour les dépenses de réfection du cadastre et recettes diverses du service du cadastre.....	130.000
15	Versements des collectivités locales, des organismes publics et des particuliers pour frais de confection des rôles et exécution de travaux accessoires par le service des contributions directes.....	4.000.000
16	Recettes diverses des receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre.....	600.000
17	Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques en vertu du décret du 27 mai 1946.....	2.200.000
18	Recouvrement de frais de justice, de frais de poursuites et d'instance.....	1.000.000
19	Recettes diverses des receveurs des douanes.....	1.100.000
20	Recettes diverses des receveurs des contributions indirectes	300.000
21	Redevances versées par les receveurs-buralistes.....	900.000
22	Versement au budget des bénéfices du service des alcools	Mémoire.
23	Remboursement par la Sarre des dépenses d'administration, de contrôle et de sécurité effectuées par la France en territoire sarrois.....	Mémoire.
24	Remboursement par la Sarre des dépenses à sa charge imputées au budget français et de la part lui incombant sur les dépenses communes.....	440.000
25	Produits de la loterie nationale.....	18.000.000
26	Recettes en atténuation des frais de trésorerie.....	7.000.000
27	Recettes en atténuation des dépenses de la dette flottante	6.000.000
28	Redevances versées par les entreprises dont les emprunts bénéficient de la garantie de l'Etat (loi du 23 mars 1941).....	150.000

Suite du Tableau des voies et moyens applicables au budget général de 1958.

NUMEROS de la ligne.	DESIGNATION DES RECETTES	EVALUATIONS pour 1958, milliers de francs.
	IV. — PRODUITS DIVERS (Suite).	
	FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES (Suite).	
	I. — <i>Finances</i> (Suite).	
29.	Remboursement par la Société nationale des chemins de fer français de la part lui incombant dans la charge des emprunts contractés par le Trésor en application du décret du 28 août 1937.....	1.589.000
30	Part de l'Etat dans les intérêts des avances effectuées par le Crédit national (art. 2 de la convention approuvée par la loi du 10 octobre 1919 et de la convention approuvée par l'article 64 de la loi de finances du 31 décembre 1937) et dans les bénéfices réalisés par cet établissement (art. 14 de la convention du 7 juillet 1919, ratifiée par la loi du 10 octobre 1919).....	Mémoire.
31	Produits ordinaires des recettes des finances.....	20.000
32	Produits des amendes et condamnations pécuniaires.	9.500.000
33	Taxe spéciale sur les dépôts de devises et de valeurs mobilières étrangères.....	50.000
34	Remboursement par divers gouvernements étrangers, par l'Algérie et les territoires d'outre-mer des frais de confection et d'expédition de papiers timbrés et de timbres mobiles.....	20.000
35	Prélèvement progressif sur le produit des jeux dans les casinos régis par la loi du 15 juin 1907.....	2.800.000
36	Prélèvement sur le pari mutuel.....	600.000
37	Recettes diverses des services extérieurs du Trésor...	100.000
38	Recouvrements poursuivis par l'agent judiciaire du Trésor. — Recettes sur débits non compris dans l'actif de l'administration des finances.....	560.000

ETAT A. (Suite.)

Suite du Tableau des voies et moyens applicables au budget général de 1958.

NUMEROS de la ligne.	DESIGNATION DES RECETTES	EVALUATIONS pour 1958.
		milliers de francs.
	IV. — PRODUITS DIVERS (Suite).	
	FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES (Suite).	
	I. — <i>Finances</i> (Suite).	
39	Récupération et mobilisation des créances de l'Etat...	6.000.000
40	Contribution de diverses administrations au fonds spécial de retraites des ouvriers des établissements industriels de l'Etat.....	1.859.000
41	Remboursement par la Caisse autonome de dépenses faites pour son compte.....	804.000
42	Annuités et intérêts reversés par la Caisse des dépôts et consignations pour les avances faites par son intermédiaire pour le financement des travaux entrepris pour lutter contre le chômage.....	96.000
43	Part de la Caisse d'amortissement dans le service des rentes 3,5 0/0 1942 et 3 0/0 1945 émises pour la conversion des rentes 4,5 0/0 1932 (tranche B)....	276.000
44	Bénéfices versés par divers établissements publics à caractère financier.....	700.000
45	Contribution aux frais de contrôle et de surveillance de l'Etat en matière d'assurances (application de l'ordonnance du 29 septembre 1945), aux frais de fonctionnement du Conseil national des assurances et de l'Ecole nationale des assurances.....	256.000
46	Remboursement par la Caisse nationale de sécurité sociale d'une partie des charges d'indemnisation des sociétés d'assurances contre les accidents du travail.	173.333
47	Annuités à verser par les sociétés de crédit immobilier, les caisses régionales de crédit agricole, les sociétés et offices publics d'habitations à loyer modéré pour l'amortissement des prêts consentis à ces organismes pour le compte de l'Etat par la Caisse des dépôts et consignations en application des lois des 5 décembre 1922, 13 juillet 1928, 3 septembre 1947, 24 septembre 1948 et 24 mai 1951, d'une part, et du décret du 15 mai 1934 (fonds commun du travail), d'autre part.....	8.354.000

Suite du Tableau des voies et moyens applicables au budget général de 1958.

NUMEROS de la ligne.	DESIGNATION DES RECETTES	EVALUATIONS pour 1958. milliers de francs.
	IV. — PRODUITS DIVERS (Suite).	
	FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES (Suite).	
	I. — Finances (Suite).	
48	Annuités à verser par les sociétés de crédit immobilier, les caisses régionales de crédit agricole, les sociétés et offices publics d'habitations à loyer modéré pour l'amortissement des prêts consentis en application de la loi du 27 juillet 1934.....	5.000
49	Annuités et intérêts à verser par la Caisse nationale de crédit agricole pour les avances mises à sa disposition par l'Etat pour faciliter l'établissement et l'exploitation de réseaux ruraux d'électricité (loi du 2 août 1923.....	93.000
50	Annuités à verser par la Caisse nationale de crédit agricole pour les avances mises à sa disposition en application des lois des 7 octobre 1946 et 23 décembre 1946.....	315.000
51	Annuités à verser par la Caisse nationale de crédit agricole pour les avances mises à sa disposition en application de la loi du 16 avril 1935.....	7.000
52	Annuités à verser par la Caisse nationale de crédit agricole pour les avances mises à sa disposition par l'Etat en application du décret du 24 mai 1938 relatif à l'amélioration du logement rural.....	13.000
53	Annuités à verser par la Caisse nationale de crédit agricole pour les avances mises à sa disposition par l'Etat en application du décret du 17 juin 1938 relatif aux travaux d'équipement rural.....	70.000
54	Remboursements effectués par les départements pour les prêts à eux consentis en application des articles 142 à 144 de la loi de finances du 30 décembre 1928.	13.500
55	Part de l'Etat dans les bénéfices de l'exploitation de la Compagnie franco-espagnole des chemins de fer de Tanger à Fez.....	Mémoire.
56	Annuités versées par la Caisse des dépôts et consignations pour les prêts faits par son intermédiaire en vue du financement des travaux de circonstance (ordonnance du 1 ^{er} mai 1945).....	32.000

ETAT A. (Suite.)

Suite du Tableau des voies et moyens applicables au budget général de 1958.

NUMEROS de la ligne.	DESIGNATION DES RECETTES	EVALUATIONS pour 1958. milliers de francs.
	IV. — PRODUITS DIVERS (Suite).	
	FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES (Suite).	
	I. — Finances (Suite).	
57	Annuités à verser par la Caisse nationale de crédit agricole pour les avances mises à sa disposition par l'Etat en application de la loi du 24 mai 1946 relative à l'attribution de prêts d'installation aux jeunes agriculteurs	550.000
58	Annuités à verser par la Caisse nationale de crédit agricole pour les avances mises à la disposition de cet établissement en vue de l'attribution de prêts destinés à permettre aux agriculteurs et artisans ruraux anciens prisonniers et anciens déportés d'accéder à l'exploitation agricole ou à l'exploitation artisanale rurale.....	210.000
59	Annuités à verser par la Caisse nationale de crédit agricole pour les avances mises à sa disposition en application de l'article 23 de la loi de finances du 21 mars 1948.....	15.000
60	Annuités à verser par la chambre syndicale des banques populaires pour les avances mises à sa disposition par l'Etat en application de l'ordonnance du 5 octobre 1945 relative à des prêts aux anciens prisonniers de guerre et aux anciens déportés.....	25.000
61	Remboursement par le Crédit national de fonds d'emprunt réservé à des avances à moyen terme (art. 2 et 11 de la convention du 7 juillet 1919).....	25.000
62	Remboursement de divers frais de gestion et de contrôle	65.000
63	Annuités diverses.....	4.000
64	Participation des services financièrement autonomes aux dépenses de fonctionnement des cités administratives	70.000
65	Primes perçues en contrepartie des garanties afférentes à des opérations de commerce extérieur....	100.000
66	Recettes à provenir des opérations de liquidation des anciens comptes spéciaux du ravitaillement.....	10.000

Suite du Tableau des voies et moyens applicables au budget général de 1958.

NUMEROS de la ligne.	DESIGNATION DES RECETTES	EVALUATIONS pour 1958.
		milliers de francs.
	IV. — PRODUITS DIVERS (Suite).	
	FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES (Suite et fin).	
	I. — <i>Finances</i> (Suite et fin).	
67	Recettes à provenir des opérations de liquidation du compte spécial « Transports maritimes. — Exploitation de navires ».....	250.000
68	Recettes à provenir des opérations de liquidation du compte spécial « Opérations commerciales du service des importations et des exportations ».....	100.000
69	Versement du fonds commun de l'allocation de logement au titre de la péréquation des charges d'allocations de logement supportées par l'Etat.....	Mémoire.
70	Versements effectués au titre du rachat des parts contributives de pensions.....	3.000.000
	II. — <i>Affaires économiques.</i>	
71	Contribution des offices et établissements publics de l'Etat dotés de l'autonomie financière et des compagnies de navigation subventionnées, sociétés d'économie mixte, entreprises de toute nature ayant fait appel au concours financier de l'Etat.....	105.000
72	Produits des pénalités infligées à la diligence des services du contrôle des prix pour infractions à la législation des prix et du ravitaillement.....	500.000
73	Redevance de compensation des prix des beurres importés	1.000.000
	FRANCE D'OUTRE-MER	
74	Retenues pour frais de traitement dans les hôpitaux, effectuées sur la solde du personnel militaire et assimilé et sur le traitement du personnel civil rémunéré sur le budget de l'Etat.....	3.000
75	Contribution des territoires d'outre-mer aux dépenses militaires de la métropole et aux dépenses de l'aéronautique militaire dans les territoires d'outre-mer..	Mémoire.

ETAT A. (Suite.)

Suite du Tableau des voies et moyens applicables au budget général de 1958.

NUMEROS de la ligne.	DESIGNATION DES RECETTES	EVALUATIONS pour 1958.
		milliers de francs.
	IV. — PRODUITS DIVERS (Suite).	
	FRANCE D'OUTRE-MER (Suite et fin).	
76	Remboursement par les territoires d'outre-mer et les Etats associés des dépenses administratives de la Caisse de retraites de la France d'outre-mer.....	59.000
77	Contribution des territoires d'outre-mer aux dépenses du service administratif de la France d'outre-mer....	Mémoire.
	INDUSTRIE ET COMMERCE	
78	Droits de vérification des instruments de mesure.....	314.000
79	Redevance pour contrôles spéciaux et travaux métrologiques spéciaux.....	130.000
80	Remboursement des subventions accordées à des exploitations minières en application du décret-loi du 6 mai 1939 modifié par la loi provisoirement applicable du 15 novembre 1940 et de la loi provisoirement applicable du 31 décembre 1941.....	3.000
81	Redevances pour frais de contrôle des distributions d'énergie électrique et des concessions de forces hydrauliques	110.000
82	Redevances pour frais de contrôle de la production, du transport et de la distribution du gaz.....	10.000
83	Remboursement d'annuités et avances par « Electricité de France » et par diverses sociétés de production d'énergie hydroélectrique.....	2.000
84	Redevances annuelles et remboursement d'avances consenties par l'Etat en vertu de contrats d'équipement et d'entretien d'usines.....	80.000
85	Taxes d'épreuves d'appareils à pression de vapeur ou de gaz.....	30.000

Suite du Tableau des voies et moyens applicables au budget général de 1958.

NUMEROS de la ligne.	DESIGNATION DES RECETTES	EVALUATIONS pour 1958.
		milliers de francs.
	IV. — PRODUITS DIVERS (Suite).	
	INDUSTRIE ET COMMERCE (Suite et fin).	
86	Redevances perçues à l'occasion d'expertises ou vérifications techniques.....	40.000
87	Remboursement d'avances par les sociétés coopératives d'artisans, les banques populaires et les unions artisanales de crédit.....	Mémoire.
88	Frais de contrôle des établissements classés dangereux, insalubres ou incommodes.....	300.000
	INTÉRIEUR	
89	Contingents des départements et des communes dans les dépenses faites pour leur police.....	900.000
90	Contribution des départements aux dépenses résultant de la prise en charge des auxiliaires départementaux.	1.100.000
	JUSTICE	
91	Recettes des établissements pénitentiaires.....	840.000
92	Recettes des établissements d'éducation surveillée....	111.000
	RECONSTRUCTION ET LOGEMENT	
93	Produit de la revision des marchés opérés en application de l'article 105 de la loi du 7 octobre 1946..	1.000
94	Recettes à provenir des opérations de liquidation du compte spécial « Fabrications et travaux du service des constructions provisoires ».....	Mémoire.
	SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION	
95	Produit du droit fixe de visa des spécialités pharmaceutiques	72.000
96	Produit des taxes sur les analyses, examens et contrôles effectués par le laboratoire national du Ministère de la Santé publique et de la Population et de l'Académie de médecine.....	1.000

ETAT A. (Suite.)

Suite du Tableau des voies et moyens applicables au budget général de 1958.

NUMEROS de la ligne.	DESIGNATION DES RECETTES	EVALUATIONS pour 1958. milliers de francs.
IV. — PRODUITS DIVERS (Suite).		
TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE		
97	Redevances pour la rétribution des délégués mineurs et remboursement par les exploitants de mines de primes d'assurances en cas d'accidents, des indemnités d'incapacité temporaire et des frais médicaux et pharmaceutiques supportés par le Trésor, en exécution de la loi du 13 décembre 1942.....	477.000
98	Remboursement par la Caisse nationale de sécurité sociale des frais d'administration de la direction générale et des services régionaux des assurances sociales	2.200.000
99	Redevance pour l'emploi obligatoire des mutilés....	50.000
TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME		
100	Redevances et remboursements divers dus par les chemins de fer en France.....	245.000
101	Redevances et remboursements divers dus par les compagnies de chemins de fer d'intérêt local et entreprises similaires.....	7.590
102	Versement au Trésor de l'annuité représentative des charges de capital d'établissement du réseau d'Alsace et de Lorraine pour les dépenses effectuées de 1871 à 1921.....	14.458
103	Part revenant à l'Etat dans le produit net d'exploitation du chemin de fer de Somain à Anzin et à la frontière belge.....	Mémoire.
104	Redevances d'usage perçues sur les aérodromes de l'Etat, et remboursements divers par les usagers...	272.000
MARINE MARCHANDE		
105	Droit de visite de sécurité de la navigation maritime.	45.000
106	Produits de l'exploitation des navires de la flotte en gérance acquis avant le 1 ^{er} septembre 1944 et loyers des navires affectés à l'exploitation des services contractuels	25.000
CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE		
107	Excédent des recettes sur les dépenses du budget annexe de la Caisse nationale d'épargne.....	14.572.000

Suite du Tableau des voies et moyens applicables au budget général de 1958.

NUMEROS de la ligne.	DESIGNATION DES RECETTES	EVALUATIONS pour 1958.
		milliers de francs.
	IV. — PRODUITS DIVERS (Suite).	
	POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES	
108	Contribution de l'administration des postes, télégraphes et téléphones aux retraites de son personnel soumis au régime général des pensions civiles....	24.370.136
109	Remboursement par l'administration des postes, télégraphes et téléphones des charges d'amortissement de ses bons et obligations amortissables.....	7.948.005
	RADIODIFFUSION FRANÇAISE	
110	Contribution forfaitaire de la radiodiffusion aux charges de pension du personnel.....	200.000
	DIVERS SERVICES	
111	Retenues pour pensions civiles et militaires.....	47.000.000
112	Bénéfices des comptes de commerce.....	250.000
113	Remboursement par certains comptes spéciaux des dépenses de personnel applicables à leur fonctionnement	600.000
114	Recettes à provenir de l'apurement des comptes spéciaux clos en application de la loi n° 48-24 du 6 janvier 1948 et des lois subséquentes.....	Mémoire.
115	Remboursement de frais de scolarité, de pensions et de trousseaux par les anciens élèves des écoles du Gouvernement qui quittent prématurément le service de l'Etat.....	40.000
116	Pensions et trousseaux des élèves des écoles du Gouvernement	20.000
117	Droits d'inscription aux examens, droits de diplômes et de scolarité perçus dans différentes écoles du Gouvernement	15.000
118	Produit de la vente des publications du Gouvernement.	15.000

ETAT A. (Suite.)

Suite du Tableau des voies et moyens applicables au budget général de 1958.

NUMEROS de la ligne.	DESIGNATION DES RECETTES	EVALUATIONS pour 1958.
		milliers de francs.
	IV. — PRODUITS DIVERS (Suite et fin).	
	DIVERS SERVICES (Suite et fin).	
119	Retenues de logement effectuées sur les émoluments de fonctionnaires et officiers logés dans des immeubles appartenant à l'Etat ou loués par l'Etat.....	250.000
120	Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	3.000.000
121	Recettes accidentelles à différents titres.....	15.000.000
122	Recettes diverses.....	1.400.000
123	Réintégration au budget général des recettes des établissements dont l'autonomie a été supprimée par le décret du 20 mars 1939.....	30.000
124	Prélèvement sur les ressources affectées destiné à couvrir les dépenses de fonctionnement imputables sur le titre III « Moyens des services » du budget général.....	250.000
125	Versement au Trésor des produits visés par l'article 5, dernier alinéa, de l'ordonnance n° 45-14 du 6 janvier 1945.....	3.500.000
126	Ressources à provenir de l'application des règles relatives aux cumuls des rémunérations d'activité.....	200.000
127	Produit des impôts perçus dans les départements de la Saoura et des Oasis.....	600.000
128	Contribution de l'Algérie aux dépenses résultant de divers services pris en charge par l'Etat.....	4.000.000
129	Reversement au budget général de diverses ressources affectées	30.302.000
130	Réintégration au budget général du produit de diverses taxes parafiscales supprimées par application de la loi n° 56-780 du 4 août 1956.....	25.000
	Total pour la partie IV.....	247.292.022

Suite du Tableau des voies et moyens applicables au budget général de 1958.

NUMEROS de la ligne.	DESIGNATION DES RECETTES	EVALUATIONS pour 1958. milliers de francs.
V. — RESSOURCES EXCEPTIONNELLES		
<i>1° Recettes en contrepartie de dépenses de reconstruction et d'équipement.</i>		
131	Produit du prélèvement exceptionnel institué par la loi n° 48-30 du 7 janvier 1948.....	Mémoire.
132	Intérêts et amortissement des prêts consentis en exécution de l'article 12 de la loi n° 48-466 du 21 mars 1948 et de l'article 9 de la loi n° 53-611 du 11 juillet 1953	101.000.000
133	Recettes en contrepartie des dépenses de reconstitution de la flotte de commerce et de pêche et de la flotte rhénane.....	5.600.000
134	Recettes en contrepartie des dépenses de reconstruction	2.400.000
<i>2° Coopération internationale.</i>		
135	Contre-valeur de l'aide consentie par le gouvernement des Etats-Unis en application de l'accord du 28 juin 1948	Mémoire.
136	Contre-valeur de l'aide militaire accordée à la France par les Etats-Unis d'Amérique.....	Mémoire.
Total pour la partie V.....		109.000.000
VI. — FONDS DE CONCOURS ET RECETTES ASSIMILEES		
<i>1° Fonds de concours ordinaires et spéciaux.</i>		
137	Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public....	Mémoire.
138	Produits des legs et donations attribués à l'Etat et à diverses administrations publiques.....	Mémoire.
139	Ressources affectées à la restauration et à la conservation du domaine national de Versailles.....	Mémoire.
140	Recettes affectées à la Caisse autonome de reconstruction	Mémoire.
<i>2° Coopération internationale.</i>		
141	Fonds de concours.....	Mémoire.
Total pour la partie VI.....		Mémoire.

ETAT A. (Suite et fin.)

Suite et fin du Tableau des voies et moyens applicables au budget général de 1958.

NUMEROS de la ligne.	DESIGNATION DES RECETTES	EVALUATIONS pour 1958. milliers de francs.
	Récapitulation générale.	
	I. — Impôts et monopoles :	
	1° Produits des contributions directes.....	1.554.200.000
	2° Produits de l'enregistrement.....	181.000.000
	3° Produits du timbre.....	88.200.000
	4° Produits de l'impôt sur les opérations de bourse	15.000.000
	5° Produits de l'impôt de solidarité natio- nale	300.000
	6° Produits des douanes.....	637.300.000
	7° Produits des contributions indirectes.....	75.550.000
	8° Produits des taxes sur les transports de marchandises	15.500.000
	9° Produits des taxes sur le chiffre d'af- aires	1.547.000.000
	10° Produits des taxes uniques.....	108.150.000
	11° Produits du monopole des poudres à feu.	1.350.000
	Total.....	4.223.550.000
	II. — Exploitations industrielles et commerciales.....	71.642.199
	III. — Produits et revenus du domaine de l'Etat.....	44.300.000
	IV. — Produits divers.....	247.292.022
	V. — Ressources exceptionnelles :	
	1° Recettes en contrepartie des dépenses de reconstruction et d'équipement.....	109.000.000
	2° Coopération internationale.....	Mémoire.
	VI. — Fonds de concours et recettes assimilées :	
	1° Fonds de concours ordinaires et spéciaux..	Mémoire.
	2° Coopération internationale.....	Mémoire.
	Total pour les parties II à VI.....	472.234.221
	Total pour l'état A.....	4.695.784.221

ETAT B

(Article 4 du projet de loi.)

**Tableau des ressources affectées pour 1958 aux dépenses du titre VIII
« Dépenses effectuées sur ressources affectées ».**

NUMEROS de la ligne.	DESIGNATION DES RECETTES	EVALUATIONS pour 1958.
		milliers de francs.
	<i>A. — Ressources affectées à l'assainissement du marché de la viande.</i>	
01	Produit du prélèvement de 5,5 p. 100 sur les recouvrements opérés au titre de la taxe de circulation sur les viandes.....	3.400.000
02	Recettes diverses et accidentelles.....	Mémoire.
	Total	<u>3.400.000</u>
	<i>B. — Ressources affectées à l'assainissement de la viticulture.</i>	
11	Produit du prélèvement effectué sur les recouvrements opérés au titre de la taxe unique sur les vins.....	11.096.000
12	Produit des redevances sur les rendements.....	50.000
13	Produit de la redevance relative à la carte de contrôle des producteurs et négociants en bois et plants de vigne	10.000
14	Produit des amendes et pénalités prévues au code du vin.....	10.000
15	Contribution du budget de l'Algérie.....	Mémoire.
16	Recettes diverses et accidentelles.....	Mémoire.
	Total	<u>11.166.000</u>
	<i>C. — Ressources affectées à l'assainissement du marché du lait et des produits laitiers.</i>	
21	Produit du prélèvement de 6 p. 100 sur les recouvrements opérés au titre de la taxe de circulation sur les viandes.....	3.700.000
22	Produit des cotisations professionnelles de résorption..	Mémoire.
23	Recettes diverses et accidentelles.....	Mémoire.
	Total	<u>3.700.000</u>
	<i>D. — Ressources affectées à la prophylaxie des maladies des animaux.</i>	
31	Produit du prélèvement de 5 p. 100 sur les recouvrements opérés au titre de la taxe de circulation sur les viandes.....	5.367.000
32	Droits de visite et d'inspection du bétail et des viandes.	95.000
33	Recettes diverses et accidentelles.....	10.000
	Total	<u>5.472.000</u>

ETAT B. (Suite.)

*Suite du Tableau des ressources affectées pour 1958 aux dépenses du titre VIII
« Dépenses effectuées sur ressources affectées ».*

NUMEROS de la ligne.	DESIGNATION DES RECETTES	EVALUATIONS pour 1958.
		milliers de francs.
	<i>E. — Ressources affectées à la baisse du prix des matériels destinés par nature à l'usage de l'agriculture.</i>	
41	Prélèvement sur les recouvrements opérés pour le compte de l'Etat au titre de la taxe sur la valeur ajoutée	23.000.000
	<i>F. — Ressources affectées au régime de l'assurance vieillesse agricole.</i>	
51	Produit du prélèvement sur les recouvrements opérés au titre de la taxe sur la valeur ajoutée.....	19.050.000
	<i>G. — Ressources affectées au fonds national de progrès agricole.</i>	
61	Produit de la taxe sur les betteraves, sucres et alcools.....	110.000
62	Produit de la taxe sur les céréales.....	540.000
63	Produit du prélèvement effectué sur la taxe sur les vins, cidres, poirés et hydromels.....	93.000
64	Versement du reliquat des exercices antérieurs.....	Mémoire.
65	Recettes diverses et accidentelles.....	5.000
	Total	748.000
	<i>II. — Ressources affectées à l'aide temporaire à l'équipement de théâtres privés de Paris.</i>	
71	Produit de la taxe prévue par l'article 1621 bis du code général des impôts.....	30.000
	<i>I. — Ressources affectées aux opérations effectuées en application de la loi validée du 15 septembre 1943 portant création d'une taxe d'encouragement à la production textile.</i>	
81	Produit de la taxe instituée par la loi validée du 15 septembre 1943.....	5.000.000
82	Remboursement de prêts (capital et intérêts).....	Mémoire.
83	Prélèvement sur les ressources affectées n'ayant pas donné lieu antérieurement à ouverture de crédits..	Mémoire.
	Total	5.000.000

*Suite du Tableau des ressources affectées pour 1958 aux dépenses du titre VIII
« Dépenses effectuées sur ressources affectées ».*

NUMEROS de la ligne.	DESIGNATION DES RECETTES	EVALUATIONS pour 1958. milliers de francs.
<i>J. — Ressources affectées au soutien des hydrocarbures ou assimilés.</i>		
91	Produits des redevances.....	25.633.000
92	Participation des budgets locaux.....	25.000
93	Remboursement des prêts.....	60.000
94	Recettes accidentelles ou diverses.....	450.000
95	Prélèvement sur les ressources affectées n'ayant pas donné lieu antérieurement à ouverture de crédits...	Mémoire.
	Total	<u>26.168.000</u>
<i>K. — Ressources affectées aux investissements routiers.</i>		
101	Tranche départementale. — Prélèvement de 2,5 p. 100 sur le produit des taxes intérieures sur les carbu- rants routiers.....	
102	Tranche urbaine. — Prélèvement de 3 p. 100 sur le produit des taxes intérieures sur les carburants routiers	
103	Tranche urbaine. — Prélèvement de 1,5 p. 100 sur le produit des taxes intérieures sur les carburants rou- tiers	1.700.000
104	Tranche rurale. — Prélèvement de 1 p. 100 sur le produit des taxes intérieures sur les carburants rou- tiers	
105	Tranches départementale, vicinale, urbaine et rurale. — Prélèvement sur les ressources affectées n'ayant pas donné lieu antérieurement à ouverture de crédits	
106	Tranche nationale. — Prélèvement de 14 p. 100 sur le produit des taxes intérieures sur les carburants routiers	25.500.000
107	Tranche nationale. — Prélèvement sur les ressources affectées n'ayant pas donné lieu antérieurement à ouverture de crédits.....	»
108	Recettes diverses et accidentelles.....	»
	Total	<u>27.200.000</u>

ETAT B. (Suite et fin.)

*Suite et fin du Tableau des ressources affectées pour 1958 aux dépenses du titre VIII
« Dépenses effectuées sur ressources affectées ».*

DESIGNATION DES RECETTES	EVALUATIONS pour 1958.
	milliers de francs.
RECAPITULATION	
A. — Ressources affectées à l'assainissement du marché de la viande	3.400.000
B. — Ressources affectées à l'assainissement de la viticulture.	11.166.000
C. — Ressources affectées à l'assainissement du marché du lait.	3.700.000
D. — Ressources affectées à la prophylaxie des maladies des animaux	5.472.000
E. — Ressources affectées à la baisse du prix des matériels destinés par nature à l'usage de l'agriculture.....	23.000.000
F. — Ressources affectées au régime de l'assurance vieillesse agricole	19.050.000
G. — Ressources affectées au fonds national de progrès agricole	748.000
H. — Ressources affectées à l'aide temporaire à l'équipement des théâtres privés de Paris.....	30.000
I. — Ressources affectées aux opérations effectuées en application de la loi validée du 15 septembre 1943 portant création d'une taxe d'encouragement à la production textile	5.000.000
J. — Ressources affectées au soutien des hydrocarbures ou assimilés	26.168.000
K. — Ressources affectées aux investissements routiers.....	27.200.000
Total pour l'état B.....	124.984.000

A N N E X E

CONVENTION DU

Entre les soussignés :

M. Pierre Pflimlin, Ministre des Finances, des Affaires économiques et du Plan, agissant en ladite qualité,

d'une part,

M. Gilles Gozard, député à l'Assemblée Nationale, Président du Conseil d'administration de la Caisse d'amortissement, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés,

d'autre part,

Vu les lois des 7 et 10 août 1926,

Vu l'article 96 de la loi du 30 décembre 1928, modifié par l'article 4 de la loi du 7 avril 1930 et par l'article 73 de la loi du 31 mars 1931,

Vu les conventions des 12 septembre 1930 et 19 septembre 1935 entre l'Etat et la Caisse autonome d'amortissement,

Vu la décision du Conseil d'administration de la Caisse d'amortissement en date du

Il a été convenu ce qui suit :

Article unique.

En dehors des amortissements prévus par les conventions des 12 septembre 1930 et 19 septembre 1935, la Caisse d'amortissement prend en charge, pour l'année 1958, l'amortissement des dettes de l'Etat énumérées dans le tableau annexé à la présente Convention ou de celles qui viendraient à leur être substituées.

Cette prise en charge supplémentaire donnera lieu à l'application des dispositions inscrites aux articles 2 et 3 de la Convention susvisée du 12 septembre 1930.

Fait en double, à Paris, le

*Le Ministre des Finances, des Affaires économiques
et du Plan,*

*Le Député à l'Assemblée Nationale,
Président du Conseil d'administration de la Caisse
d'amortissement,*

AMORTISSEMENT

**pris en charge par la Caisse autonome pour l'année 1958
en vertu de la Convention du**

- 1° Obligations 4 1/2 0/0 1933-1948 (loi du 9 mars 1933).
- 2° Obligations 4 0/0 1934-1951 (loi du 23 décembre 1933).
- 3° Obligations 4 1/2 0/0 1935 de la défense nationale (loi du 6 juillet 1934), émises en mars 1935.
- 4° Amortissement des emprunts émis par les grands réseaux en couverture des insuffisances d'exploitation des exercices 1914 à 1920 (loi du 26 décembre 1914. — Exercice 1921 à 1925 et exercice 1930 à 1937. — Convention du 26 juin 1921) et des annuités aux compagnies concessionnaires de chemins de fer pour des avances en argent et en travaux (Convention de 1921. — Convention de 1883. — Doublement des voies. — Chemins de fer de l'Etat. — Loi du 13 juillet 1911).
- 5° Annuités à la Compagnie franco-espagnole du chemin de fer de Tanger à Fez (Convention du 18 mars 1914).
- 6° Amortissement des avances faites à l'Etat par la Caisse des dépôts et consignations en application de l'article 9 de la loi du 8 avril 1930 (réparation des dommages causés par les inondations du Sud-Ouest).
- 7° Amortissement des avances faites à l'Etat par la Caisse des dépôts et consignations pour la construction d'H. L. M. et pour les prêts aux sociétés de crédit immobilier.
- 8° Amortissement des prêts consentis aux organismes d'H. L. M. et de crédit immobilier (loi du 7 juillet 1934 et décret du 15 mai 1934. — Plan Marquet. Fonds commun du travail).
- 9° Amortissement de prêts consentis aux organismes d'H. L. M. pour la construction d'H. L. M. améliorées et d'habitations à loyer moyen (loi du 27 juillet 1934 et décret du 15 mai 1934). Emprunt auprès de tiers.
- 10° Amortissement des avances faites à l'Etat par la Caisse des dépôts et consignations pour l'électrification des campagnes.
- 11° Amortissement des avances faites à l'Etat par la Caisse des dépôts et consignations pour l'adduction d'eau et la réfection des chemins vicinaux.
- 12° Amortissement des avances faites à l'Etat par la Caisse des dépôts et consignations pour les prêts à long terme à l'agriculture.
- 13° Amortissement des avances faites par la Caisse des dépôts et consignations pour assurer les services des engagements pris par la Caisse de crédit aux départements et aux communes.
- 14° Amortissement de l'emprunt 4 1/2 0/0 1935 émis par la Caisse nationale de crédit agricole.
- 15° Parts d'amortissements incluses dans les annuités servies aux réseaux secondaires d'intérêt général.
- 16° Amortissement des emprunts émis en vertu des lois des 11 juillet 1933 et 7 juillet 1934 (plan Marquet).
- 17° Amortissement des obligations 4 0/0 amortissables en trente ans émises en janvier 1939.
- 18° Remboursement des prêts destinés à des travaux d'équipement rural.
- 19° Remboursement des prêts consentis pour l'organisation et l'assainissement du marché de la viande.

- 20° Emprunt 4 0/0 1941-1953 du Crédit national.
- 21° Emprunt P. T. T. 4 0/0 1941-1951.
- 22° Obligations 5 0/0 1938-1948 de la Caisse autonome de la défense nationale.
- 23° Amortissement d'une somme équivalente au montant des obligations 7 1/2 0/0 1921 émises aux Etats-Unis et non présentées au remboursement par la Caisse des dépôts et consignations.
- 24° Amortissement d'une somme équivalente au montant des obligations 4 0/0 1939 et 3,75 0/0 1939 émises en Suisse et aux Pays-Bas et rachetées par la Caisse des dépôts et consignations.
- 25° Emprunt 3 1/2 0/0 1957 du Crédit national (regroupement des emprunts 3 1/2 0/0 février et octobre 1942 et 3 1/2 0/0 décembre 1943).
- 26° Rentes amortissables 3 0/0 1942-1955.
- 27° Rentes 3 1/2 0/0 amortissables 1942-1952.
- 28° Remboursement des avances faites pour le compte de l'Etat par la Caisse des dépôts et consignations pour le financement des travaux entrepris pour lutter contre le chômage (loi du 11 octobre 1940).
- 29° Remboursement des avances faites à l'Etat par la Caisse des dépôts et consignations pour le financement des prêts destinés à l'amélioration du logement rural.
- 30° Emprunt de 4 milliards contracté en avril 1943 auprès de la Caisse des dépôts et consignations en exécution de l'article 52 de la loi de finances du 31 décembre 1942 (3,25 0/0).
- 31° Obligations du Trésor 3 1/2 0/0 1943-1953.
- 32° Obligations des P. T. T. 3 1/2 0/0 1943.
- 33° Amortissement des obligations du Trésor 3 1/2 0/0 1944-1954.
- 34° Emprunt 3 0/0 juillet 1945, Crédit national.
- 35° Rentes amortissables 3 0/0 1945-1954.
- 36° Amortissement de l'emprunt contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations en exécution du décret du 20 mars 1945, modifié par le décret du 7 septembre 1945.
- 37° Amortissement des avances consenties au Trésor par la Caisse des dépôts et consignations pour le financement de prêts aux collectivités et établissements publics (ordonnance du 1^{er} mai 1945).
- 38° Amortissement des obligations 3 0/0 juillet 1946 du Crédit national.
- 39° Amortissement de l'emprunt contracté auprès de l'Export-Import Bank (contrat du 4 décembre 1945).
- 40° Amortissement de l'emprunt consenti par le Gouvernement canadien (accord du 9 avril 1946).
- 41° Amortissement des obligations de la Banque de France et des parts bénéficiaires délivrées aux anciens actionnaires des banques nationalisées (loi du 2 décembre 1945).
- 42° Amortissement des parts bénéficiaires délivrées aux actionnaires des compagnies d'assurances nationalisées (loi du 25 avril 1946).
- 43° Amortissement des obligations délivrées aux actionnaires de la Banque de l'Algérie (loi du 17 mai 1946).
- 44° Amortissement des emprunts autorisés par les articles 44 à 49 de la loi du 30 mars 1947 (financement de la reconstitution de biens sinistrés).
- 45° Annuités pour le payement de subventions de l'Etat aux collectivités locales pour l'exécution des travaux d'équipement rural (art. 1^{er} de la loi n° 47-1501 du 14 août 1947 et textes subséquents).

46° Amortissement des emprunts contractés par les compagnies de navigation subventionnées en vue de la construction de navires devenus la propriété de l'Etat et pour assurer la trésorerie de ces sociétés (application de la loi du 28 février 1948).

47° Amortissement des titres d'annuités remis à la Caisse des dépôts et consignations en échange de titres d'emprunt de l'Etat appartenant aux fonds énumérés à l'article 5 du décret n° 49-83 du 21 janvier 1949.

48° Amortissement des avances du Gouvernement du Royaume-Uni (accords des 25 mai 1945, 29 avril et 3 décembre 1946).

49° Remboursement d'avances faites à l'Etat pour les travaux d'amélioration des ports maritimes (art. 87 de la loi du 30 avril 1921 et art. 7 de la loi n° 48-1994 du 31 décembre 1948).

50° Amortissement des obligations du Trésor 5,30 0/0 (décembre 1949) souscrites par la Caisse des dépôts et consignations et remboursables en vingt ans par annuités.

51° Amortissement de l'emprunt 6 0/0 mars 1950 du Crédit national.

52° Annuités pour le paiement de subventions de l'Etat attribuées aux collectivités publiques ou privées en vue de l'équipement des ports maritimes ou de navigation intérieure (loi n° 48-1540 du 1^{er} octobre 1948).

53° Amortissement de l'emprunt contracté auprès du Gouvernement des U. S. A. (accord du 28 mai 1946).

54° Amortissement des crédits de la War Assets Administration, achats de surplus (accords du 11 mars 1948).

55° Amortissement des bons des P. T. T. 5 1/2 0/0 1950.

56° Amortissement des obligations du Trésor 5,90 0/0 représentatives d'annuités terminales en 1965 souscrites par la Caisse des dépôts et consignations.

57° Amortissement du deuxième crédit de l'Export-Import Bank (contrat du 16 juillet 1946).

58° Amortissement de l'emprunt 3 1/4 0/0 1947 réalisé par le Crédit national auprès de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (contrat du 9 mai 1947).

59° Amortissement des crédits de l'O. F. L. C. — Achats de surplus (accord du 6 décembre 1947).

60° Amortissement de l'emprunt 3 0/0 1948 libératoire du prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation.

61° Amortissement des rentes 3 1/2 0/0 1952 à capital garanti.

62° Amortissement des rentes 4 1/2 0/0 1952 à capital garanti.

63° Amortissement des bons des P. T. T. 6 0/0 1953.

64° Amortissement des certificats d'investissements 5 0/0 1953-1954 amortissables (tranches 1953 et 1954).

65° Amortissement des titres émis en règlement des indemnités pour réduction de contingents des distilleries (application des dispositions de l'art. 4 du décret n° 53-703 du 9 août 1953, de l'art. 12 de la loi n° 53-1314 du 31 décembre 1953, de l'art. 12 du décret n° 54-202 du 23 février 1954 et de l'arrêté du 12 mai 1954).

66° Amortissement de bons des P. T. T. 6 0/0 1954.

67° Amortissement de l'emprunt de 500.000 dollars contracté par le port autonome du Havre, auprès de la Compagnie universelle du Canal maritime de Suez (décret du 10 octobre 1953).

68° Amortissement de l'avance de 172.000.000 dollars de l'Export-Import Bank (E. R. P.) contrat du 29 octobre 1948.

69° Amortissement de l'avance de 10.400.000 dollars de l'Export-Import Bank (E. R. P.), contrat du 18 décembre 1950.

70° Amortissement de bons des P. T. T. 6 0/0 1955.

71° Amortissement des emprunts de l'ancien Gouvernement général de l'Indochine 1955-1956.

72° Amortissement des bons des P. T. T. 5 1/2 0/0 1956.

73° Amortissement des emprunts émis par la S. N. C. F. pour la couverture de la part de l'Etat dans les dépenses de reconstitution du réseau (application de la loi n° 54-916 du 16 septembre 1954).

74° Amortissement du prêt de l'Administration de la sécurité mutuelle (M. S. A. [accord du 29 juin 1953]).

75° Amortissement des bons d'équipement industriel et agricole 5 0/0 1956.

76° Amortissement de l'emprunt national 5 0/0 1956.

77° Amortissement des emprunts contractés par les organismes d'habitation à loyer modéré auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'amélioration des cités d'urgence (art. 82 de la loi n° 56-780 du 4 août 1956).

78° Amortissement des bons P. T. T. 6 0/0 1957.

79° Amortissement des bons 5 0/0 1957 à prime indexée, remboursables à 110 0/0 minimum.

Vu pour être annexé à la Convention,

*Le Ministre des Finances, des Affaires économiques
et du Plan,*

*Le Député à l'Assemblée Nationale,
Président du Conseil d'administration de la Caisse
autonome d'amortissement,*